

MONDIALISATION ET ALTERNATIVES

La mondialisation multipolaire :
condition d'un développement social pour tous
par Samir Amin

Le développement social et les alternatives à la mondialisation contemporaine
par François Houtart

Suivi de :
La Déclaration alternative de Copenhague (1995)

CETIM * AAJ * LIDLIP * WILPF

Les auteurs :

- **Samir AMIN**

Professeur agrégé en Sciences économiques, Samir Amin a travaillé dans l'administration égyptienne du Développement économique, puis comme conseiller auprès du gouvernement du Mali et a été le directeur de l'Institut africain de Développement économique et de Planification. Il est professeur aux Universités de Poitiers, de Dakar et de Vincennes. Depuis 1985, il dirige le Forum du Tiers Monde (Dakar) et préside le Forum mondial des Alternatives.

Il a publié de nombreux ouvrages liés à la question de la mondialisation, au Tiers Monde, au développement inégal, dont les plus récents sont : *Défis de la mondialisation*, *Critiques de l'air du temps* et *L'Hégémonie américaine* (L'Harmattan).

E-mail : ftm@syfed.refer.sn

- **François HOUTART**

Agrégé en sociologie, diplômé en urbanisme et aménagement du territoire, François Houtart est le fondateur du Centre de recherches socio-religieuses de l'Université Catholique de Louvain. Il est le directeur du Centre Tricontinental (Louvain-La-Neuve) et de la revue *Alternatives Sud*.

Il a enseigné et publié une quarantaine d'ouvrages et de nombreux articles dans les domaines de la sociologie des religions, de la sociologie urbaine et de la sociologie de l'économie. Il a récemment publié avec François Polet *L'autre Davos : mondialisation des résistances et des luttes*, L'Harmattan, 1999.

E-mail : houtart@espo.ucl.ac.be

Les organisations éditrices :

- **AAJ - Association américaine de juristes**

80, Quai J. Gillet, 69004 Lyon, France

E-mail : assamjur@aol.com

- **CETIM - Centre Europe - Tiers Monde**

6, Rue Amat, 1202 Genève, Suisse

E-mail : cetim@bluewin.ch

- **LIDLIP - Ligue internationale pour les droits et la liberté des peuples**

Case postale 357, 1211 Genève 13, Suisse

E-mail : lidlip@bluewin.ch

- **WILPF - Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté**

1, Rue Varembe, Case postale 28, 1211 Genève 20, Suisse

E-mail : wilpf@iprolink.ch

Dessin de Max Spring

Genève : juin 2000

Introduction

Cinq ans après le Sommet social de Copenhague, les bilans que l'on peut lire de ci de là sont pour le moins mitigés, voire franchement négatifs.

Faut-il s'en étonner, mettre la faute sur les gouvernements, notamment « du Sud », tout en reconnaissant à certains de « louables » efforts ? Faut-il incriminer la « crise du Sud-Est asiatique », qui aurait « surpris tout le monde », ou au contraire désigner la « reprise », qui aurait « dissipé les volontés politiques » ?

Ou faut-il en conclure que l'exercice était dès le départ voué à l'échec, tant ce Sommet, à force de faux compromis, avait voulu concilier l'inconciliable, en plaquant quelques résolutions généreuses, mais déclamatoires, sur fond de libéralisme posé comme intangible ?

Les presque mille ONG, dont les nôtres, qui ont signé, ou soutenu, la Déclaration alternative de Copenhague¹ ne s'y étaient à l'époque pas trompées. Elles y affirmaient notamment :

« Même si le processus de négociation du Sommet a accompli quelque progrès en discutant certaines des questions essentielles, nous estimons que le cadre économique retenu dans les documents préparatoires est en contradiction fondamentale avec les objectifs du développement social équitable et durable. Ces documents témoignent d'une confiance exagérée en des "forces" non contrôlables d'un "marché ouvert et libre" comme base de l'organisation des économies nationales et internationales, ce qui aggrave les crises sociales mondiales actuelles au lieu de les soulager. Cette erreur sur les prémisses met en péril la réalisation des objectifs que s'est donné le Sommet social. »

Samir Amin et François Houtart, dont les analyses sur l'évolution du monde contemporain, aujourd'hui mondialement connues, ont marqué par leur pertinence plusieurs générations de militants, livrent ici leur point de vue sur les raisons profondes de cet échec et sur les alternatives possibles.

AAJ, CETIM, LIDLIP, WILPF

¹ Reproduite en annexe.

La mondialisation multipolaire : condition d'un développement social pour tous

par Samir Amin

Pour poser la question du droit au développement, il faut dépasser la simple considération du quotidien pour aborder celle des structures de fonctionnement des décisions internationales en matières sociales.

La stratégie déployée par la triade, sous la direction des États-Unis, s'assigne pour objectif la construction d'un monde unipolaire, organisé sur base de deux principes complémentaires : la dictature unilatérale du capital dominant des transnationales et le déploiement d'un empire militaire US, auquel toutes les nations seraient contraintes de se soumettre. Aucun autre projet n'est tolérable dans cette perspective, pas même le projet européen des alliés subalternes de l'OTAN, a fortiori un projet qui se voudrait autonome à un degré quelconque, comme celui de la Chine, qui doit être brisé, par la violence s'il le faut.

A cette vision d'un monde unipolaire, il faut opposer celle d'une mondialisation multipolaire, seule stratégie permettant un développement social acceptable pour les différentes régions du monde et par-là même, la démocratisation des sociétés et la réduction des motifs de conflit. La stratégie hégémoniste des États-Unis et de ses alliés de l'OTAN est, aujourd'hui, le principal adversaire du progrès social, de la démocratie et de la paix.

I. Les arguments du projet unipolaire

L'argument mis en avant pour faire accepter le projet de monde unipolaire, sous la houlette des États-Unis, est très simple *la mondialisation l'impose*. Il n'y aurait donc pas d'alternative : le *monde*, devenu dit-on un *village*, a besoin d'un gouvernement mondial. Seuls les États-Unis, soutenus par leurs alliés de l'OTAN, peuvent constituer cette autorité *nécessaire* (et *démocratique* par-dessus le marché), la *faillite* de l'ONU étant évidemment établie, à la fois par le blocage de vetos éventuels de la Chine (l'ennemi principal) et, peut être même, de la Russie et par les atteroiements des Nations du Tiers Monde à l'Assemblée générale. Les médias matraquent les opinions sur cet air, toutes les forces politiques occidentales, gauches majoritaires incluses, hélas, y souscrivent sans hésitation.

Les Américains eux, ont développé une vision d'ensemble structurée du projet, qualifié de *global governance*, repris en français par gouvernance globale. La gouvernance en question est construite sur deux piliers. Au plan économique, il s'agit simplement de transférer tout le pouvoir de décision apparent aux institutions de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale), à l'OMC et à l'AMI. Je dis bien le pouvoir apparent, car les institutions de Bretton Woods ont été construites de manière à en assurer le commandement aux États-Unis seuls. L'Organisation Mondiale du Commerce et l'Accord Multilatéral sur les Investissement sont, eux, des institutions directement à la botte des transnationales. Bien entendu, les institutions spécialisées des Nations Unies - la CNUCED, la FAO, l'ONUDI, le PNUD etc. - sont, dans ce projet, marginalisées ou vassalisées. Le projet élimine donc, d'emblée, la seule véritable interrogation nécessaire : comment réguler démocratiquement les marchés, tant aux plans nationaux que régionaux et mondiaux ?

Le second pilier de cette gouvernance consiste, tout simplement, à substituer l'OTAN (pour la forme, en réalité donc les États-Unis, auxquels s'associent obligatoirement les autres pays de l'OTAN) à toute autre forme d'expression politique et militaire de la communauté internationale. Ce n'est ni l'Assemblée générale de l'ONU, ni son Conseil de sécurité, ni les organisations régionales (comme l'OUA, en Afrique), ni même l'OCDE (le Club des riches) et, pas davantage, l'Union européenne (dont les Américains savent qu'elle n'existe pas) qui ont quoi que ce soit à dire pour mettre en œuvre les exigences politiques et militaires de cette gouvernance unilatérale du capital dominant. On leur substitue l'OTAN ! Je dois dire qu'entendre le Secrétaire Général de cette organisation militaire parler au nom de la communauté internationale est jugé obscène - à juste titre - dans toute l'Asie et l'Afrique. Les gauches majoritaires européennes, par contre, l'acceptent et

boivent comme du petit lait les discours insipides sur la démocratie et les droits des peuples, qui accompagnent toutes les initiatives agressives de Washington. La feuille de vigne leur suffit.

II. La multipolarité comme base de la démocratie

Il reste que ce projet libéral - militaire impérialiste - est une utopie réactionnaire, qui se heurte déjà au refus des peuples. L'histoire est rentrée, de ce fait, dans une phase de montée des luttes politiques et sociales, mais aussi de conflits.

Rien de bon ni de solide ne pourra être réalisé dans la longue marche nécessaire vers un monde multipolaire sans démocratisation. Je n'entends pas seulement par-là l'adoption de règles formelles de gestion de la vie politique, par les moyens qui sont ceux d'un État de droit, respectueux du pluripartisme, mais encore et au-delà, la construction de rapports démocratiques, dans tous les domaines de la vie sociale (égalité des sexes, respect des droits des peuples, etc.).

Il va de soi, également, que si elle n'est pas accompagnée de politiques sociales efficaces, assurant l'insertion de tous dans la vie économique, une égalité grandissante réelle dans l'accès aux moyens matériels que la modernité permet, la démocratie restera vulnérable, voire même son concept dévalorisé, comme la crainte en a été exprimée plus haut, en qualifiant les formes préconisées dans la pratique libérale de *démocratie de basse intensité*. A son tour, seule la démocratisation, au sens où je l'ai définie, peut permettre d'espérer une réduction des conflits - car espérer l'abolition totale de leurs causes relève de la mauvaise utopie - et, partant, de mettre en place des systèmes de sécurité garants de la paix.

Le monde contemporain n'est pas engagé sur cette voie, en dépit du discours concernant la démocratie et du matraquage médiatique qui le répercute à travers le monde. Néanmoins, la phase nouvelle est déjà caractérisée par la montée des luttes, engageant les classes populaires, victimes du système. Paysans sans terre du Brésil, salariés et chômeurs solidaires, dans quelques pays européens, syndicats qui rassemblent la grande majorité du salariat (comme en Corée du Sud ou en Afrique du Sud), jeunes et étudiants, entraînant le petit peuple des villes (comme en Indonésie), la liste de ces luttes s'allonge chaque jour. Leur développement est certain. Elles seront assurément caractérisées par un grand pluralisme, qui est une caractéristique positive, à mon avis, de notre époque. À l'origine de ce pluralisme il faudrait, sans doute, reconnaître l'accumulation des résultats obtenus par ce qu'on a parfois appelé les *nouveaux mouvements* sociaux. Les défis auxquels ce développement est confronté sont de natures diverses, bien entendu, selon les lieux et les temps.

Mais la crise exacerbe aussi les contradictions, au sein des blocs de classes dominantes, en Russie, en Corée du Sud, en Asie du Sud-Est, demain, en Amérique latine, en Afrique et dans le Monde arabe, en Inde. Elle pourrait même avoir des répercussions en Europe et faire voler en éclats l'unanimité droite-gauche, qui caractérise actuellement la vie politique des sociétés de ce continent. Rien ne garantit, a priori, que ces contradictions seront surmontées par des moyens démocratiques. D'une manière générale, les classes dominantes, aux abois, s'emploient à éviter que les peuples n'interviennent dans les débats, soit en manipulant les opinions (et sauvegardant ainsi les apparences de la démocratie), soit en envisageant carrément le recours à la violence.

Ces conflits sont appelés à prendre des dimensions internationales de plus en plus accusées, à opposer donc des États et des groupes d'États, les uns aux autres. Déjà, on voit se dessiner le conflit entre les États-Unis, le Japon et leur fidèle allié australien d'une part, la Chine et les autres pays asiatiques d'autre part. Il n'est pas difficile d'imaginer la renaissance d'un conflit entre les États-Unis et la Russie, si celle-ci parvient à sortir de l'involution dans laquelle Boris Eltsine l'a engagée. Et si la gauche européenne en venait à se libérer de sa soumission au double diktat du capital et de Washington, on pourrait imaginer que la nouvelle stratégie européenne s'articule sur celles de la Russie, de la Chine, de l'Inde et du Tiers Monde en général, dans la perspective de la construction multipolaire nécessaire.

La question centrale est alors de savoir comment s'articuleront les conflits et les luttes sociales (en les distinguant soigneusement les uns des autres). Qui l'emportera? Les luttes sociales seront-elles subordonnées, encadrées par les conflits et donc, maîtrisées par les pouvoirs dominants, voire instrumentalisées à leur bénéfice? Ou au contraire, les luttes sociales, conquérant leur autonomie, contraindront les pouvoirs à s'ajuster à leurs exigences?

III. Une utopie créatrice : un monde multipolaire

Ce que je proposerai, dans cet esprit, procède de cette logique de *l'utopie créatrice*. Car, ni l'entêtement libéral ni les logiques de son rejet néo-fasciste ne permettent de sortir du cercle infernal du chaos. L'histoire n'est pas commandée par le déploiement infallible des *lois de l'économie pure*, comme l'imaginent certains

économistes d'université. Elle est produite par les réactions sociales aux tendances que ces lois expriment, qui définissent, à leur tour, les rapports sociaux dans le cadre desquels ces lois opèrent. Les forces *anti-systémiques* - si l'on appelle ainsi ce refus organisé, cohérent et efficace de la soumission unilatérale et totale aux exigences de ces prétendues lois (ici, la loi du profit propre au capitalisme comme système) - façonnent l'histoire véritable, autant que la logique *pure* de l'accumulation capitaliste. Elles commandent les possibilités et les formes de l'expansion, qui se déploie alors dans les cadres dont ces lois imposent l'organisation.

Le projet d'une réponse humaniste au défi de la mondialisation, inauguré par l'expansion capitaliste, n'est pas *utopique*. Il est, au contraire, le seul projet réaliste possible, dans ce sens que l'amorce d'une évolution allant dans cette direction devrait rallier rapidement des forces sociales puissantes, dans toutes les régions du monde, capables d'en imposer la logique. S'il y a une utopie, au sens banal et négatif du terme, c'est bien celle du projet d'une gestion du système réduite à la régulation par le marché mondial. Car, si la cohérence nationale recule, elle ne cède pas la place à une cohérence mondiale qui reste introuvable.

Un monde régionalisé

Un monde multipolaire est, tout d'abord, un monde régionalisé. L'interdépendance négociée et organisée d'une manière qui permette aux peuples et aux classes dominées d'améliorer les conditions de leur participation à la production et leur accès à une vie meilleure, constitue le cadre de cette construction d'un monde polycentrique. Elle implique certainement qu'on dépasse l'action dans le cadre des États-nations, surtout ceux de taille modeste ou moyenne, au bénéfice d'organisations régionales, à la fois économiques et politiques, permettant des négociations collectives entre ces régions. Les défis auxquels sont confrontés ces régions et pays sont trop différents pour qu'il soit possible d'envisager, pour tous, les mêmes formules.

L'Union européenne pourrait s'engager dans cette voie, bien qu'elle soit mal partie, ayant développé une conception purement economiciste de son projet (un marché intégré, sans plus) et se retrouve, de ce fait, confrontée à la difficulté majeure qui est de se doter d'un pouvoir politique commun, lui correspondant. Or, tant que le volet social du projet restera, comme il l'est, une coquille creuse, le marché unique engendrera des conflits sociaux et, à partir de là, nationaux, insurmontables. C'est la raison pour laquelle l'Europe sera de gauche ou ne sera pas.

L'Europe de l'Est pourrait-elle être intégrée dans ce système européen ? Peut-être, mais à condition aussi que dans leurs rapports internes, les Européens de l'Ouest ne voient pas dans ceux de l'Est leurs *latino-américains*. Le développement inégal des Europes, pour être surmonté, exigerait alors une sous-organisation, propre à l'Europe de l'Est, articulée sur des institutions paneuropéennes, mais tolérant des règles du jeu différentes pour chaque moitié du continent. Une longue transition est donc nécessaire, avant d'entrer dans la phase ultérieure de l'intégration paneuropéenne économique et politique. La Russie et les États de l'ex-URSS sont dans une situation de même nature, même si, par sa taille, la Russie reste potentiellement une grande puissance. La reconstruction d'une coopération-intégration des pays de l'ex-URSS est une étape nécessaire, si l'on veut écarter le danger explosif d'une accusation de leur développement inégal.

Les problèmes des régions du Tiers Monde sont différents, dans la mesure où leur *sous-développement* est plus marqué. De ce fait : (i) ces pays et régions sont moins profondément intégrés dans le système productif mondialisé, en construction. À part la Corée du Sud et Taiwan, qui sont peut-être les seules exceptions (Hong Kong étant intégré à la Chine), dans tous les autres pays semi-industrialisés du Tiers Monde, seuls des segments limités du système productif sont intégrés à la nouvelle économie mondialisée ; (ii) ils sont simultanément moins intégrés entre eux et même, pratiquement pas du tout, surtout en ce qui concerne les pays du Quart Monde ; (iii) ils sont inégalement développés et l'essor de l'après-guerre a accusé cette inégalité, qui sépare désormais le groupe des pays semi-industrialisés de ceux du Quart Monde ; enfin (iv), pour toutes ces raisons, ils sont attirés par des associations régionales Nord-Sud, qui opèrent au détriment de leur autonomie collective.

Les axes d'une stratégie nouvelle

À partir de là, on pourrait reprendre les grandes questions relatives à l'ordre mondial, pour proposer les axes et les objectifs de grandes négociations, susceptibles d'organiser une interdépendance contrôlée, mise au service des peuples, sur au moins les grandes questions suivantes :

- (i) La renégociation des *parts de marchés* et des règles d'accès à ceux-ci. Ce projet remet en cause, bien entendu, les règles de l'OMC qui, derrière un discours sur la *concurrence loyale*, s'emploie exclusivement à défendre les privilèges des oligopoles actifs, à l'échelle mondiale.

- (ii) La renégociation des systèmes de marchés de capitaux, dans la perspective de mettre un terme à la domination des opérations de spéculation financière et d'orienter les investissements vers les activités productives au Nord et au Sud. Ce projet remet en question l'existence de la Banque mondiale
- (iii) La renégociation des systèmes monétaires, dans la perspective de la mise en place d'arrangements et de systèmes régionaux, assurant une stabilité relative des changes, complétés par l'organisation de leur interdépendance. Ce projet remet en question le FMI, l'étalon dollar et le principe des changes libres et fluctuants.
- (iv) L'amorce d'une fiscalité de portée mondiale, par exemple par la taxation des rentes associées à l'exploitation des ressources naturelles et leur redistribution à l'échelle mondiale, selon des critères appropriés et pour des usages affectés.
- (v) La démilitarisation de la Planète, en commençant par la réduction des forces de destruction massive des plus puissants.
- (vi) La démocratisation de l'ONU.

J'insisterai ici sur les deux derniers points. Car le discours dominant, ressassé par les médias, axé sur les dangers que comporterait la prolifération des armements nucléaires et autres, est véritablement mal venu, dès lors que la puissance militaire américaine a opté pour le bombardement terroriste et qu'on sait qu'elle n'hésiterait pas à faire usage du nucléaire, si elle le jugeait nécessaire. Devant cette menace majeure, les autres pays du monde - Russie, Chine, Inde et autres - ne peuvent réagir que par le choix de la construction de forces militaires capables de dissuader l'agression impérialiste, en rendant celle-ci coûteuse. La paix est à ce prix.

L'ONU doit être le lieu d'élaboration du droit international. Il n'y en a pas d'autres qui puissent être respectables. Que ceci implique des réformes de l'organisation, qu'on réfléchisse aux voies et moyens (y compris d'innovation institutionnelle) qui permettent aux forces sociales réelles d'y être représentées, aux côtés des gouvernements (qui, au mieux, ne les représentent que très imparfaitement), qu'on s'assigne l'objectif d'intégrer, dans un ensemble cohérent, les règles du droit international (le respect de la souveraineté), celles qui concernent les droits des individus et des peuples et celles qui concernent les droits économiques et sociaux, oubliés dans la vulgate libérale, lesquels impliquent nécessairement la régulation des marchés, voilà de quoi meubler un agenda lourd de questions auxquelles je ne chercherai pas à donner ici des réponses, qui seraient fatalement trop brèves. Il s'agit d'un processus long, sans aucun doute. Mais il n'y a pas de raccourci, l'histoire de l'humanité n'est pas parvenue à son terme, elle continuera à progresser au rythme de ses possibilités.

Le développement social et les alternatives à la mondialisation contemporaine

par François Houtart

Le développement social n'est pas seulement une question de bonne volonté, de mise en route de techniques sociales ou encore moins d'actions sporadiques pour lutter contre la pauvreté ou les désastres écologiques. Il doit être mis en rapport avec la mondialisation contemporaine de l'économie, dont les normes de fonctionnement créent les disparités, les inégalités et les injustices. Il faut donc oser parler d'alternatives.

I. La question théorique des alternatives

Le problème fondamental est de savoir s'il existe réellement des alternatives au système économique actuel, qui, de fait, domine l'ensemble de la planète, y compris certains pays socialistes en transition vers le marché. Ne serait-ce pas une objection valable de dire, dans la foulée d'Adam Smith, que le capitalisme prend l'être humain tel qu'il est, alors que les alternatives l'envisagent tel qu'on voudrait qu'il soit ? En d'autres mots, les alternatives ne seraient-elles pas, au vu des expériences récentes, des utopies ?

En effet, l'histoire du bloc soviétique semble à beaucoup fournir la preuve que les solutions de rechange sont vouées à l'échec. Le socialisme réel n'est plus une référence crédible. D'où le vide idéologique, laissant la place à la «pensée unique». Encore, commence-t-on seulement à étudier les multiples raisons internes et externes qui ont provoqué la chute des régimes de l'Est¹. Par ailleurs, la *création destructrice*, caractérisant le capitalisme, prend des dimensions planétaires et les contradictions qu'elle entraîne sur les plans écologiques et sociaux, deviennent de plus en plus insupportables, au sens littéral du mot.

Les résistances se multiplient dans des milieux divers, sur de nombreux plans et dans le monde entier, à la recherche d'alternatives. Personne ne croit, cependant, qu'un changement puisse se produire en un temps court, par une simple révolution politique. L'échec du socialisme réel aura au moins fait prendre conscience du fait que toute transition est un processus de longue haleine.

Il est évidemment trop tôt pour faire une synthèse des propositions alternatives, aussi bien dans l'ordre de la pensée que dans celui des pratiques. La fascination du marché est omniprésente. Il suffit de jeter un regard sur la Chine ou sur le Vietnam pour constater qu'il est devenu l'objet de la dernière consigne du parti communiste et que l'intégration dans la mondialisation est présentée comme un objectif national. Même si dans ces pays certaines solutions originales sont trouvées pour concilier marché et socialisme, l'intégration de ces perspectives dans le projet politique est submergée par la logique du capitalisme, qui ne laisse guère de marges de manoeuvre. Cependant, face à l'option néo-libérale, deux courants d'alternatives se présentent aujourd'hui le néo-keynesianisme et le post-capitalisme.

II. Les alternatives concrètes

Ces deux projets proposent chacun des alternatives. Le premier, d'orientation néo-keynésienne, le fait dans le but d'humaniser le capitalisme et le second, le post-capitaliste pour le dépasser. Tous les deux formulent une pensée théorique, construisent une éthique, alimentent des résistances et proposent des étapes concrètes. Sur bien des points politiques ils se rencontrent, prônant certaines régulations, comme celle des flux financiers internationaux, par exemple, mais la philosophie de base est très différente. Il ne faut pas s'y tromper. De nombreux facteurs d'ordre social et même culturel, jouent pour les départager.

Par ailleurs, on parle aujourd'hui d'alternatives (au pluriel), mais dans des sens également distincts. Pour les uns, il n'y a plus d'objectifs globaux, ces derniers présentant un risque de retour à une autre «pensée unique», mais il existe, par contre, un ensemble de solutions concrètes permettant de présenter des

¹ Eric J. Hobsbawn, 1999, 483-517.

alternatives crédibles à la situation contemporaine, reconnue comme insoutenable. C'est la conception qui se rapproche le plus des positions néo-keynésiennes. Pour les autres, les alternatives concrètes ne sont crédibles, que dans la mesure où elles s'inscrivent dans un remplacement progressif du système capitaliste, c'est-à-dire comme des étapes dans une transition inévitablement longue. Après tout, n'a-t-il pas fallu plus de quatre siècles au capitalisme pour construire les bases matérielles de sa reproduction (l'industrialisation et la division du travail)? Il est donc normal qu'un autre mode de production prenne aussi du temps à se construire.

Avant de proposer les champs concrets dans lesquels des alternatives crédibles sont présentées aujourd'hui, rappelons trois choses. La première est que les alternatives, qui sont le fruit des acteurs sociaux, ne peuvent surgir que de la délégitimation de la situation existante. Cette étape est indispensable. En d'autres termes, il faut détruire l'idée qu'il n'y a pas d'alternatives. Dans la mesure où une telle conviction reste prévalente, aucune autre solution ne sera crédible et les jeux sont faits d'avance. D'où le rôle important des instances morales.

Le deuxième rappel est le fait que le marché est un rapport social et que, dans le cadre de la mondialisation, sa transformation ne se fera qu'au sein d'un nouvel équilibre, exigeant une convergence des résistances et des luttes à la même échelle. Il ne s'agit pas seulement d'utiliser de simples techniques économiques ou gestionnaires pour changer le système économique et ses prolongements sociaux, politiques et culturels. Il y a donc un volet d'actions sociales et politiques indispensable à la mise en route des alternatives.

Enfin, troisième remarque, c'est un système qu'il faut changer et la simple addition d'alternatives, aussi multiples qu'elles soient, ne suffira pas à atteindre cet objectif. Cependant, il existe une multitude de lieux et de nombreux acteurs, probablement beaucoup plus qu'il y a un demi siècle. Aujourd'hui, l'ensemble des populations de l'univers est impliquée directement ou indirectement dans les rapports sociaux du capitalisme : directement par le rapport capital/travail ou le salariat, indirectement par un grand nombre d'autres mécanismes, tels que la fixation des prix des produits agricoles d'exportation ou des matières premières, les mécanismes de la dette extérieure, l'ouverture des marchés, le flottement des monnaies ou la spéculation financière. En effet, comment expliquer, non seulement l'existence de plus de 20 millions de chômeurs en Asie de l'Est et du Sud-Est, suite aux crises bancaires et financières, mais aussi le fait que les *dalits* de l'Inde se révoltent dans des luttes de castes (et non de classes), précisément à partir du moment où le pays décrète l'ouverture de l'économie aux principes du libéralisme ou encore que la révolte des peuples indigènes du Chiapas au Mexique, coïncide avec la date de mise en oeuvre de l'ALENA, le traité de Libre échange avec les Etats-Unis ? Comment comprendre la radicalisation des mouvements féministes dans le Sud, sans la mettre en relation avec la féminisation de la pauvreté ? Et l'on pourrait multiplier les exemples.

Pour aborder le problème des alternatives crédibles, il faut se situer à trois niveaux différents : celui de l'utopie, celui des objectifs à moyen terme et celui des mesures concrètes. Or, à ces trois échelons, nous voyons aujourd'hui poindre de nombreuses idées, propositions et expérimentations.

1. Le niveau des utopies

Rappelons, en parlant d'utopie, qu'il ne s'agit pas d'une illusion, mais d'un projet mobilisateur. Ce dernier ne peut être qu'une pure construction de l'esprit. Il doit s'enraciner dans le réel, sachant que ce dernier s'inscrit dans un espace et dans un temps qui forment un réseau de contraintes pour les acteurs sociaux qui le mettent en oeuvre. Nous ne parlerons pas ici de l'utopie néo-libérale, qui s'exprimant, entre autres, par la voix du premier directeur de l'OMC, voyait la fin de toutes les misères du monde et la réalisation du bonheur de l'humanité, dès le premier quart du 21^e siècle, à condition de libéraliser totalement l'économie. C'est précisément l'oubli, peut-être pas aussi innocent qu'il y paraît à première vue, de considérer le marché comme un rapport social, qui rend cette position illusoire.

Les deux orientations, néo-keynésienne et post-capitaliste, tout en refusant d'identifier l'utopie avec un futur mythique, se séparent assez radicalement au niveau de la définition de l'objectif ultime. La première conçoit un marché régulé, obéissant à des impératifs fixés en dehors de lui-même et garantis par des autorités publiques, position assez proche, par certains aspects, des néoclassiques désirant surtout recréer les conditions de la concurrence, ce qui permet peut-être de comprendre le rapprochement entre libéraux sociaux et socialistes de la *Troisième voie*.

Par contre, pour le courant post-capitaliste, il s'agit de renverser la logique du capitalisme et donc d'établir de nouvelles règles du jeu économique : le remplacement de la notion de profit par celle de besoin ; la prise en compte de la manière sociale de produire dans le processus de production et dans le

développement des technologies ; le contrôle démocratique, pas seulement du champ politique, mais également des activités économiques ; la consommation comme moyen et non comme objectif ; l'État comme organe technique et non comme instrument d'oppression, etc. C'est d'ailleurs, en fonction de ces critères que les expériences du socialisme réel sont aujourd'hui jugées par ce courant.

Le niveau des utopies doit se traduire en programmes ; il faut donc faire un pas de plus. Comme nous l'avons déjà dit, les alternatives à moyen et à court terme proposées par les deux courants qui n'approuvent pas la phase néo-libérale de l'accumulation capitaliste, se recouvrent assez souvent. Ce sont donc les lieux de convergence que nous allons surtout évoquer.

2. Les alternatives à moyen terme

En utilisant le terme «à moyen terme», nous indiquons des objectifs généraux, que l'on estime atteignables, mais qui, ou bien doivent être traduits dans un grand nombre de propositions plus concrètes reprises dans les alternatives à court terme et que l'on organise selon les possibilités, ou bien qui nécessitent un long combat, face aux forces d'opposition qu'ils rencontrent. Nous allons maintenant parcourir les deux champs d'application principaux : les alternatives économiques et leurs dimensions sociales et les alternatives politiques.

a) Les alternatives économiques et leurs dimensions sociales

Le premier objectif d'une alternative à moyen terme dans le champ économique est *une autre modulation des échanges mondialisés*. En effet, l'opposition à la mondialisation ne porte pas sur l'universalisation des transactions, mais bien sur la manière dont elles se réalisent dans le marché capitaliste. C'est cela qui s'est exprimé à Seattle. Certains secteurs des activités inter-humaines doivent se situer en dehors de la logique marchande, sous peine de perdre leur sens. C'est le cas de la culture, de l'éducation ou des moyens de communication. L'ouverture des marchés doit procurer des marges de manoeuvre aux économies faibles. La libre circulation ne peut concerner uniquement les capitaux et les biens, mais doit inclure aussi les personnes. Les activités spéculatives dominant l'économie mondiale doivent être canalisées, sinon totalement éliminées, etc. Pour chacun de ces points des solutions sont proposées.

Par ailleurs, la mondialisation actuelle favorisant à la fois les intérêts économiques des nations les plus fortes et les entreprises transnationales en plein processus de concentration, les *regroupements économiques régionaux* constituent également une autre manière de se situer dans la «globalisation». Ces derniers rencontrent, en effet, deux perspectives alternatives : d'une part, ils pourront progressivement mieux répondre aux besoins des populations, en diversifiant les échanges internes et de l'autre, ils constituent une base plus solide de négociation dans une économie mondialisée, offrant ainsi un point de départ à une pluripolarité future, face à l'unipolarité actuelle.

Pour modifier les rapports Nord-Sud, autre aspect de la mondialisation contemporaine, il s'agit de *lever les obstacles au développement des économies dépendantes*, en renversant l'orientation des flux financiers qui convergent vers les économies développées et qui sont le produit du poids de ces dernières dans les rapports mondiaux. Ces obstacles sont constitués par la fluctuation des prix des matières premières et des produits agricoles, la concurrence des surplus agricoles, les sous-traitances et les zones franches aux conditions fiscales et sociales draconiennes, l'importance du service de la dette, les exigences des investissements étrangers, les taux usuraires des placements à court terme (capitaux hirondelles), l'évasion des capitaux locaux vers des lieux de plus forte rentabilité, etc. Dans tous ces domaines des solutions sont avancées et quelques-unes d'entre elles déjà partiellement appliquées ou soumises à la discussion.

Enfin, toujours dans les matières directement liées avec la mondialisation, la *réduction du commerce des armes* et son strict contrôle international, forme aussi un des objectifs à moyen terme des alternatives. Il en est de même des armes de destruction massive dont le contrôle de l'interdiction devrait faire l'objet d'un pouvoir réellement international et non pas seulement dépendre de quelques nations qui dominent l'ordre mondial. Des projets existent dans ce sens et ils sont crédibles dans la mesure où une volonté politique peut être dégagée. Après la fin de la guerre froide, on a parlé de «dividendes de la paix». Cette notion qui a connu un début d'exécution pourrait être étendue.

Comme les alternatives signifient une transformation ou un remplacement du capitalisme, aujourd'hui mondialisé, il ne suffit pas d'aborder la seule dimension spatiale, mais il faut aussi prendre en compte une logique qui aujourd'hui s'exerce mondialement. Dans ce domaine le premier aspect est celui des *limites mises à la logique marchande*. Parmi ceux qui proposent des alternatives, personne ne pense à abolir le marché, car si ce

dernier est un rapport social, il peut aussi se construire sur la base d'une réciprocité véritable. A cet effet, le développement d'une économie sociale, même si le contexte actuel limite considérablement ses potentialités, ouvre la voie à bien des solutions, y compris à la propriété des moyens de production par l'ensemble des producteurs. Cela se traduit concrètement par les freins mis à la concentration des entreprises échappant par ce biais aux législations nationales ou encore par l'arrêt des privatisations tous azimuts et sur un plan positif, par la remise en valeur des secteurs non-marchands, en tant que réelle contribution à «la richesse des nations». Tout cela fait l'objet de revendications concrètes de plusieurs mouvements sociaux.

La *réorganisation du processus de production et de distribution*, qui connaît dans la phase néo-libérale actuelle une étape de dérégulation considérable, en fonction du critère de rentabilité, est aussi une des alternatives à moyen terme. Elle concerne surtout quatre secteurs. Tout d'abord la revalorisation du capital productif par rapport au capital financier, afin d'arrêter la décroissance relative du premier et de réduire le caractère spéculatif du second. Ensuite, une utilisation critique des technologies, pour éviter que la rentabilité ne soit l'unique critère de leur développement et de leur application, en réintroduisant d'autres paramètres, tels que le bien être humain, la dignité des personnes, le respect de la nature.

En troisième lieu vient la redéfinition du travail, qui est certes profondément modifié par les nouvelles technologies, mais qui doit pouvoir être organisé en fonction d'autres paramètres que la compétitivité sauvage entre les entreprises (débouchant sur la flexibilisation du temps de travail, l'individualisation des travailleurs, le travail des enfants, la pression sur les coûts de la couverture sociale ou de la sécurité dans le travail, etc.). Enfin, il faut citer le facteur écologique, dont les exigences sont de plus en plus reconnues. A court terme, il est possible que ce dernier soit le mieux à même de forcer l'adoption d'alternatives à la logique capitaliste, car il n'est pas possible de poursuivre le cours actuel des choses, caractérisé par l'exploitation des ressources non renouvelables et la destruction de l'environnement pour la simple obtention d'un profit à court terme.

Sur un plan plus général, on peut dire que ces divers objectifs alternatifs vont dans le sens indiqué par Polanyi de *réenclaver l'économie dans la société*, en la soumettant aux impératifs sociaux et écologiques. Le sommet des Nations unies de Copenhague et celui de Rio (l'Agenda 21) montrent que cela n'est pas pure illusion, même si les résultats concrets sont encore bien décevants. Rappelons cependant que l'interprétation de ces objectifs alternatifs à moyen terme est différente dans les perspectives néo-keynésienne ou post-capitaliste et que cela peut avoir une incidence sur les voies proposées pour leur réalisation.

b) Les alternatives politiques

Les alternatives économiques n'ont guère de chances de voir le jour sans des alternatives politiques. En effet, la mondialisation actuelle donne au système économique capitaliste une prédominance de pouvoir, c'est à dire une capacité énorme d'imposer ses normes au fonctionnement de la vie collective. Le contrepois ne pourra être que politique, au sens large du mot. D'où, un certain nombre d'objectifs à moyen terme. Sur le plan mondial, il s'agit essentiellement de *renforcer les organisations internationales et de les démocratiser*. Cela concerne aussi bien le Conseil de Sécurité dans son rôle de maintien de la paix, que les organisations spécialisées des Nations unies. Quant aux organisations nées de la conférence de Bretton Woods (Banque mondiale, FMI et plus récemment, OMC), instruments efficaces aujourd'hui de l'application du *Consensus de Washington*, cela implique leur abolition et leur remplacement par des institutions agissant sur la base d'autres critères que la simple rentabilité du capital. Tout cela va de paire avec la restauration de l'Etat dans son rôle de garant des objectifs sociaux et des préoccupations écologiques, avec le renforcement de son efficacité technique et avec l'accroissement du contrôle démocratique à tous les échelons.

La réalisation de ces objectifs alternatifs à moyen terme dépend sur le plan international de trois facteurs essentiels : une convergence des résistances au capitalisme et des luttes sociales à tous les niveaux ; une volonté politique de la part des Etats et le développement du Droit international. On peut même affirmer que c'est de la dynamique de ces trois facteurs qui commandera la possibilité de réalisation des alternatives.

Dans le premier cas, l'établissement de réseaux de mouvements sociaux et l'organisation d'actions communes sont en cours de réalisation. En 1999, des événements symboliques ont mis en lumière leur existence, par exemple l'*Autre Davos*, ayant réuni 5 mouvements sociaux importants des 5 continents, pour affirmer qu'il existe une autre manière de concevoir l'économie mondiale que celle du marché ; la rencontre internationale de Paris sur *La dictature des marchés, un autre monde est possible* ; les rencontres organisées par les Zapatistes, au Mexique, en Espagne et au Brésil ; celles organisées par l'Action mondiale des peuples à Genève, Bangalore ou Managua, etc. Il faut aussi signaler le tournant qu'ont constitué les actions communes

menées à Seattle entre les syndicats ouvriers, notamment américains et d'autres mouvements sociaux de plusieurs catégories et diverses régions du monde, et plus tard à Bangkok et Washington.

Certaines initiatives au niveau des Etats, notamment sur un plan régional, manifestent une volonté politique de trouver des alternatives, par exemple le Merco-Sur ou l'ASEAN, qui développent des projets économiques, nettement en retrait, par exemple, vis-à-vis de l'établissement de zones de libre-échange entre les pays de la région et les Etats-Unis. Enfin, sur le plan du Droit international, il faut signaler de nombreuses initiatives dans le domaine des Droits humains ou du Droit des peuples vis-à-vis du droit des affaires, entre autres, les initiatives engagée par le Tribunal permanent des Peuples ou par la Ligue internationale pour les Droits des Peuples.

3. Les alternatives à court terme

Pour que l'on puisse parler d'alternatives crédibles, il faut non seulement se fixer un but ultime et formuler des objectifs à moyen terme, mais il faut aussi faire des propositions à court terme, qui peuvent constituer la base d'actions revendicatrices et de programmes politiques.

Il serait impossible d'en dresser un catalogue, mais il suffit de donner quelques exemples, prouvant que la possibilité de créer des alternatives existe.

La plupart se situent dans le domaine des régulations, mais elles s'inscrivent comme des étapes d'un processus à plus long terme, soit pour humaniser le rapport social capitaliste, soit pour le transformer. On peut les classer en divers champs.

- *Régulations économiques* : taxation des opérations financières internationales (taxe Tobin) ; fiscalité régionale et internationale ; suppression des paradis fiscaux ; annulation de la dette des pays pauvres ; regroupements régionaux sous forme de marchés communs ou zones de coopération économique ; restructuration des institutions financières internationales, etc.
- *Régulations écologiques* : protection des ressources non renouvelables ; protection des richesses biologiques ; établissement de règles internationales sur la pollution ; mise en application de l'agenda 21, etc.
- *Régulations sociales* : législation internationale du travail ; codes de conduite des investissements internationaux ; participation des organismes représentatifs des travailleurs dans les instances régionales et internationales, etc.
- *Régulations politiques* : constitution de pouvoirs régionaux avec compétence régulatrice en matières économique et sociale ; réorganisation des organes des Nations unies ; gestion mondiale du patrimoine écologique et culturel ; parlement mondial, etc.
- *Régulations culturelles* : protection des productions culturelles nationales ou locales.

En conclusion, les alternatives existent. Qu'elles soient crédibles ne fait aucun doute. En fin de compte, leur réalisation est liée à la volonté de les mettre en oeuvre. A ce moment, la crédibilité ne se pose plus au niveau des alternatives, mais bien à celui de l'agir collectif. Existe-t-il des forces sociales capables de porter les projets alternatifs à court et moyen terme. Existe-t-il une volonté politique de les réaliser ?

Annexe :

Déclaration alternative de Copenhague

(9 mars 1995)

Cette déclaration est élaborée à partir des contributions provenant de l'assemblée des ONG sur le développement tenue lors des réunions préparatoires au Sommet social, et aussi de la déclaration d'Oslo Fjord et d'autres initiatives citoyennes nationales et internationales.

Nous, représentants de mouvements sociaux, d'ONG et de groupes de citoyens prenant part au Forum des ONG pendant le Sommet mondial pour le développement social, partageons une vision commune d'un monde qui se définit essentiellement comme singulier et interdépendant, tout en accueillant la diversité humaine dans toutes ses manifestations de races, d'ethnies, de cultures et de religions ; un monde où tous les efforts et toutes les initiatives visent en priorité la justice et l'équité pour tous les habitants ; un monde enfin dans lequel les principes de démocratie et de participation populaire sont universellement promus, de telle sorte qu'il devient possible de concrétiser ce rêve si ancien d'une civilisation durable caractérisée par la paix et la coopération.

Dans cette perspective, nous attendions du Sommet social qu'il s'attaque aux causes principales de la pauvreté, du chômage, de la désintégration sociale et aussi de la dégradation de l'environnement, et qu'il mette les êtres humains au centre du processus de développement. Cela devait inclure non seulement les causes économiques et sociales, mais aussi les schémas culturels et les inégalités entre les sexes.

Même si le processus de négociation du Sommet a accompli quelque progrès en discutant certaines des questions essentielles, nous estimons que le cadre économique retenu dans les documents préparatoires est en contradiction fondamentale avec les objectifs du développement social équitable et durable. Ces documents témoignent d'une confiance exagérée en des « forces » non contrôlables d'un « marché ouvert et libre » comme base de l'organisation des économies nationales et internationales, ce qui aggrave les crises sociales mondiales actuelles au lieu de les soulager. Cette erreur sur les prémisses met en péril la réalisation des objectifs que s'est donné le Sommet social.

Le système dominant néo-libéral a échoué comme modèle universel de développement. L'actuel fardeau de la dette qui pèse sur de nombreux pays est insoutenable, et il prive ces pays des ressources nécessaires à la mise sur pied d'un développement économique et social. Les programmes d'ajustement structurel imposés par le fonds monétaire international et la banque mondiale ont substantiellement sapé le progrès économique et social en supprimant des salaires, en réduisant les rémunérations et les moyens d'existence des petits producteurs, et en plaçant les services sociaux, en particulier les soins de santé et l'éducation, hors de portée des pauvres. Le démantèlement des services étatiques de base causé par ces programmes fait supporter un fardeau encore plus lourd sur les femmes qui ont à leur charge l'alimentation, la santé, le bien-être et l'harmonie de leur famille, ainsi que les relations communautaires. L'augmentation des exportations de ressources naturelles, la dérégulation de l'économie et le déplacement d'un nombre croissant de pauvres vers des terres marginales, qu'entraînent ces ajustements, contribuent au processus de dégradation écologique.

Ce système a pour résultat une concentration accrue du pouvoir économique, politique, technologique et institutionnel sur l'alimentation et les autres ressources essentielles dans les mains d'un nombre relativement petit d'entreprises transnationales et d'institutions financières. Un système qui place la croissance au-dessus des autres objectifs, y compris du bien-être des personnes, démantèle les économies plutôt que de les régénérer, tout en exploitant le temps, le travail et l'identité des femmes. Il incite le capital à externaliser les coûts sociaux et environnementaux. Il engendre une croissance sans création d'emplois, il déroge aux droits des travailleurs, il restreint le rôle des syndicats. Ce faisant, ce système charge les femmes d'un fardeau disproportionné et met en péril leur santé et leur bien-être et, en conséquence, ceux dont elles prennent soin. Enfin, il tend à une inégale répartition dans l'usage des ressources entre les pays et dans les pays, et engendre l'apartheid social, encourage le racisme, les conflits et les guerres civiles et restreint les droits des femmes et des peuples indigènes.

Pour toutes ces raisons, nous ne pouvons pas davantage accepter, dans le document officiel, le soutien au nouvel ordre commercial tel qu'il est défini dans l'acte final de l'Uruguay Round et dans les articles de l'accord instituant l'organisation mondiale du commerce. Les documents ne prennent pas en considération le fait que la libéralisation du commerce selon le GATT et l'OMC crée davantage de perdants que de gagnants et que l'impact négatif sera désastreux pour les pays pauvres et pour les pauvres et les travailleurs de tous les pays. Les intérêts des producteurs locaux, en particulier, se trouvent menacés dans les domaines de l'investissement étranger, de la biodiversité et des droits de propriété intellectuelle.

Nous rejetons l'idée qui consiste à réduire les politiques sociales, dans les pays en développement, à un « filet de sécurité sociale », présentée comme le « visage humain » des politiques d'ajustement structurel dans les documents du Sommet Social. Cette proposition signifie le retrait de l'État de l'un de ses principaux domaines de responsabilité. Les coupures draconiennes infligées aux dépenses sociales au Nord comme moyen de réduction du déficit budgétaire ont également entamé les succès obtenus en matière de protection sociale.

Le développement social ne peut se réaliser que si les droits de la personne - civils, politiques, économiques, sociaux et culturels - sont respectés pour tous les individus et tous les peuples. Nous croyons que les documents du Sommet ne reconnaissent pas de façon adéquate la primauté des droits de la personne comme condition sine qua non pour un développement social participatif qui ait tout son sens, pour toutes les catégories de la société, en particulier les enfants et les groupes marginalisés tels que les personnes handicapées, les peuples autochtones, les habitants de territoires occupés, les réfugiés et les personnes déplacées. Ils

ne font pas mention non plus de la nature antidémocratique des programmes d'ajustement structurel qui constitue une entrave aux droits des citoyens et qui revient souvent à les réprimer. De plus, les efforts déployés lors du Sommet Social pour revenir sur les accords obtenus à Vienne et au Caire en matière de droits des femmes hypothèquent un peu plus encore les chances de changement dans ce domaine, pourtant si nécessaire si l'on veut parvenir à la création d'une société juste.

Finalement, nous constatons que la militarisation entraîne d'importants gaspillages des ressources humaines, naturelles et financières. Cela engendre toujours plus d'inégalité et de pauvreté, de violence politique et sociale, y compris toute forme de violence envers les femmes, ainsi que des conflits violents qui font toujours plus de morts dans le monde et contribuent à augmenter le nombre de personnes réfugiées et déplacées.

En rejetant le modèle économique mondial prédominant, nous ne suggérons pas que soit imposé un autre modèle universel. Disons plutôt qu'il s'agit d'innover et d'élaborer des réponses locales aux besoins des communautés, de promouvoir les compétences et l'énergie des femmes, en toute égalité avec les hommes, et de mettre à profit les valeureuses traditions de chaque peuple ainsi que les nouvelles technologies.

A la lumière de ce qui précède, nous considérons que les conditions suivantes doivent être remplies au sein de la famille, de la communauté, au niveau national et international, si l'on veut que cette vision alternative du développement devienne un jour réalité :

Au niveau de la famille

La nouvelle vision du développement requiert une transformation des rapports entre les femmes et les hommes, dans laquelle les femmes participent à part égale aux prises de décisions.

Femmes et hommes doivent partager la responsabilité des soins aux enfant, personnages âgés et handicapés.

Aucune violence domestique quelle que soit sa forme ne doit être tolérée.

Les femmes doivent avoir le libre choix en matière de sexualité et de reproduction et bénéficier des services de santé correspondants.

Les droits des enfants doivent être respectés et renforcés.

Au niveau communautaire

Les conditions d'un véritable développement sont l'équité, la participation, l'auto-suffisance, la durabilité et une approche multidimensionnelle de la vie en communauté.

La communauté doit être restaurée dans ses capacités de protection de ses propres moyens de subsistance.

Les décisions gouvernementales et inter-gouvernementales doivent être élaborées avec la pleine participation des mouvements sociaux, des organisations de citoyens et des communautés à tous les niveaux du processus de développement, en accordant une attention spécifique à l'égalité de participation des femmes.

Les communautés doivent avoir un contrôle sur les activités des entreprises, y compris sur les entreprises transnationales, qui affectent leur bien-être.

Les jeunes, en particulier les jeunes femmes, doivent accéder à une véritable autonomie et au pouvoir politique, social et économique.

Au niveau national

Toutes formes d'oppression basée sur le sexe, la race, l'appartenance ethnique, le statut socio-économique, l'âge, le handicap et la religion doivent être éliminées.

Les gouvernements doivent s'assurer de la pleine et égale participation de la société civile dans le processus de définition des politiques économiques et dans la formulation, l'application et le suivi d'autres mesures concernant le développement.

L'éducation doit être considérée comme le principal instrument pour renforcer l'autonomie et le pouvoir des jeunes et leur permettre ainsi de trouver leur juste place dans la société et d'avoir un contrôle sur leur propre destin. L'éducation non-formelle, s'appuyant sur l'expérience et les savoirs des personnes non spécialistes, doit être promue.

Les gouvernements doivent assurer une pleine et égale participation des femmes dans les structures de pouvoir et les processus de décision à tous les niveaux.

Les systèmes de comptabilité nationale doivent être révisés de façon à incorporer le travail non rémunéré des femmes.

Les gouvernements doivent s'engager à développer une stratégie nationale et un plan d'action pour assumer leurs responsabilités dans le plein respect des conventions des Droits de l'Homme. Ils doivent rendre compte régulièrement de leurs progrès, en particulier de leurs efforts relatifs à l'accès des groupes vulnérables aux procédures légales. Les gouvernements qui n'ont pas ratifié la convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'encontre des femmes doivent le faire. Les gouvernements doivent faire en sorte que la version provisoire de la déclaration sur les droits universels des peuples indigènes soit approuvée aux Nations unies.

La reconnaissance et le respect des droits ancestraux des peuples autochtones sur leur terre et leur droit à l'autodétermination sont des conditions essentielles pour leur garantir une existence en tant que peuples et en tant que cultures. Les territoires encore colonisés doivent également se voir accorder leur droit à la souveraineté et à l'autodétermination.

Les gouvernements doivent faire de la réforme agraire la base d'une économie rurale durable et s'assurer que les pauvres aient accès à un crédit abordable, sans discrimination de sexe, de race, d'appartenance ethnique afin que les populations puissent créer leurs propres emplois et oeuvrer à la cohésion de leur société.

Dans le cadre de processus de consultation avec les syndicats et les organisations patronales, les gouvernements doivent développer des programmes de création d'emplois durables.

Les gouvernements des pays industrialisés doivent réduire l'usage disproportionné de ressources naturelles disponibles en instituant des mesures incitatives appropriées, des taxes écologiques et des systèmes de régulation et de comptabilité environnementale, afin de mettre en oeuvre un modèle de production et de consommation durable.

Il est légitime pour les gouvernements du Sud de protéger leurs populations des effets de la dérégulation et de la libéralisation du commerce, en particulier en matière de sécurité alimentaire et de production domestique. Ils ont le droit tout aussi légitime de réguler le marché et de prendre des mesures fiscales et légales pour combattre les inégalités au sein de leurs populations. Dans ce domaine, l'Afrique devrait bénéficier d'un traitement de faveur.

Les gouvernements doivent s'engager à réduire leurs dépenses militaires, afin que celles-ci ne soient pas supérieures aux dépenses en matière de santé et d'éducation, et à accroître les activités de conversion des ressources militaires à des fins pacifiques. Les "dividendes la paix" doivent être distribués également entre un fonds de démilitarisation national et international pour le développement social. L'économie militaire doit être convertie en économie civile.

Au niveau international

Un nouveau partenariat dans le cadre des relations Nord-Sud requiert que l'on donne la priorité à la culture, aux options de développement et aux stratégies à long terme des pays en voie de développement, et non pas à celles des pays du Nord.

Il doit être reconnu que c'est dans la diversité culturelle que les nouvelles forces, les nouveaux acteurs, les nouveaux systèmes sociaux et le développement durable trouveront leur origine, créant ainsi une alternative à la mondialisation qui soit issue de la base.

Les dettes bilatérales, multilatérales et commerciales doivent être immédiatement supprimées, sans pour autant que l'ajustement structurel s'impose comme une nouvelle conditionnalité : à terme, la communauté internationale doit institutionnaliser des termes de l'échange équitables.

Les prêts consentis sur une base politique et l'ingérence de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International dans les affaires internes des Etats souverains doivent être suspendus.

Les institutions de Bretton Woods doivent être rendues responsables devant la société civile au Nord comme au Sud et leur fonctionnement démocratisé. Leurs politiques et leurs programmes doivent être centrés sur l'être humain ; la participation des mouvements sociaux et des organisations de citoyens doit être assurée à tous les niveaux lors de la négociation d'accords, de la mise en oeuvre de projets et de leur suivi.

Les politiques macro-économiques mondiales doivent s'attaquer à l'aspect structurel de la pauvreté et promouvoir l'augmentation du pouvoir d'achat réel. Une politique macro-économique alternative devra s'attaquer de façon sérieuse à la distribution des revenus et des richesses, à la fois entre les pays et au sein même de ces pays, et conduire à une démocratisation de la consommation. Une telle politique requiert que l'on porte un coup d'arrêt à une économie axée sur la production de biens de consommation de luxe et qu'on la réoriente vers la production de biens essentiels et la prestation de services sociaux.

La production et la consommation mondiales doivent être cantonnées aux limites de ce que la planète peut supporter. Une régulation politique est nécessaire si l'on veut éviter que le système mondial de marché ne continue à rétribuer nombre de comportements irresponsables qui se traduisent par un irrespect total de la famille, de la communauté, de la nation et du genre humain.

Des instances de régulation et des instruments d'élaboration de politiques et de lois réellement démocratiques, compétents et efficaces doivent être instaurés afin d'interdire les comportements et les structures monopolistiques et d'assurer que les entreprises transnationales et les institutions financières respectent les droits fondamentaux de toutes les personnes. Pour rendre cela possible, la taille des entreprises transnationales doit être réduite. Un travail urgent d'élaboration d'un code de conduite pour les transnationales doit être entrepris.

Une instance internationale et indépendante et des mécanismes de contrôle et de comptabilité doivent être mis en place pour assurer le suivi, l'évaluation et une régulation efficace du comportement des entreprises transnationales et de leur impact sur les nations, les communautés, les peuples et l'environnement.

La communauté internationale doit instaurer une taxe sur tous les mouvements de capitaux spéculatifs (impôt Tobin d'un montant d'environ 0,5% devant alimenter un fonds mondial pour le développement social doté des mécanismes de contrôle adéquats).

Un dispositif international efficace de promotion des énergies renouvelables doit être mis en place au sein du système des Nations unies.

Des organisations régionales et internationales doivent encourager la diplomatie, la négociation et la médiation pacifiques et promouvoir des institutions de recherche et de formation en matière de résolution non-violente des conflits.

Au cours des 180 jours qui séparent le Sommet de Copenhague à la Conférence de Pékin, nous réclamons une enquête et un audit indépendants sur les résultats de la Banque Mondiale et du FMI. Au vu de la crise financière mexicaine récente, il est essentiel que la communauté internationale prenne les mesures nécessaires pour prévenir les désastres à venir qui résulteraient du refus des institutions de Bretton Woods de se démarquer de l'agenda établi par la communauté financière et les milieux d'affaire, le gouvernement américain et les ministères des finances des pays du Nord.

Les relations de pouvoir existant ne permettent la réalisation de ces objectifs. Nous, représentants de la société civile, appelons gouvernements et dirigeants politiques à reconnaître que le système existant a ouvert la brèche la plus dangereuse de l'histoire de l'humanité entre une minorité excessivement riche et sur consommatrice et une majorité des êtres humains qui s'appauvrit, au Sud mais aussi, de plus en plus, au Nord. Aucune nation divisée de façon aussi dramatique n'est restée stable très longtemps ; aucune frontière ni aucune force ne peut contenir le désespoir et le ressentiment qu'un système en faillite génère actuellement de façon si intense.

Nous n'avons pas beaucoup de temps. Nous sommes sur le point de laisser à nos enfants un monde dans lequel nous-mêmes n'aimerions pas vivre. Mais nous plaçons un grand espoir dans le fait que la communauté internationale des ONG participant de façon si massive à ce Sommet Social puisse s'entendre sur un constat identique et formuler une stratégie commune pour l'amélioration durable des conditions de vie de l'humanité et de la nature. En partageant nos responsabilités, nous sommes à même de tirer de la crise actuelle la créativité nécessaire à l'émergence d'une communauté mondiale qui fonctionne véritablement.

Ceci est notre engagement commun pour la période qui suivra le Sommet de Copenhague.